



Pap Ndiaye : « Notre système de santé scolaire est en crise »

En visite ce mardi en Charente et jeudi à Bordeaux, le ministre de l'Éducation nationale veut être sur tous les fronts, notamment celui de la lutte contre le harcèlement scolaire. Il veut aussi améliorer la santé des élèves et promouvoir la mixité sociale. Entretien

*Recueilli par Aude Ferboset
Christophe Lucet*

Pap Ndiaye : « Notre système de santé scolaire est en crise »

En visite ce mardi en Charente et jeudi à Bordeaux, le ministre de l'Éducation nationale veut être sur tous les fronts, notamment celui de la lutte contre le harcèlement scolaire. Il veut aussi améliorer la santé des élèves et promouvoir la mixité sociale. Entretien

À Bordeaux

Ce jeudi, le ministre de l'Éducation nationale sera en déplacement à Bordeaux : il visitera une école maternelle et le collège du Grand Parc pour parler de mixité scolaire. Le midi, il déjeunera avec le président du Conseil départemental. Puis direction l'Aérocampus à Latresne, aux côtés d'Alain Rousset pour évoquer le thème de la formation professionnelle. Après un détour par SciencePo Bordeaux, il partagera un « apéritif républicain » avec les élus bordelais.

La santé mentale de nos élèves est un vrai problème. Il a été accentué par la crise sanitaire. Et face à cela, notre système de santé scolaire est en crise. J'ai saisi avec le ministre de la Santé trois inspections générales. Les rapports sont attendus fin mars. À partir des conclusions, nous prendrons des

mesures. Nous travaillons aussi sur les assises de la santé de l'enfant et de l'adolescent prévues en mai ou juin. On a aussi augmenté de 20 % les places mises au concours des psy de l'Éducation nationale, on recrute aussi plus d'infirmiers. Mais c'est surtout du côté des médecins scolaires que la situation est franchement critique : un gros tiers des postes ne sont pas pourvus, voire les trois quarts dans certains départements.

Effectivement, la loi de juillet 2001 enjoint d'organiser trois séances d'éducation à la sexualité du CP jusqu'à la terminale. Et on en est très loin : d'après le test flash réalisé à la rentrée, 10 à 15 % des établissements seulement respectent la loi. Sur le fond, l'éducation sexuelle est indispensable pour réduire les violences sexuelles et sexistes, améliorer les relations entre filles et garçons, et pour un certain nombre de questions de santé publique (grossesses précoces, MST, contraception, etc). C'est pourquoi, nous avons publié des fiches pédagogiques destinées aux enseignants, personnels scolaires et associations pour les aider à organiser ces sessions. À la fin de l'année scolaire, nous referons un sondage pour voir si on a progressé. Sinon, il faudra passer à la vitesse

supérieure. Il en va du bien-être et de la citoyenneté de notre jeunesse. Je ne reculerai pas sur cette question.

Ce plan de lutte a été généralisé aux écoles primaires et au collège depuis la rentrée 2022, il consiste à avoir cinq adultes référents dans chaque établissement, mais aussi des élèves ambassadeurs. Cette procédure avait toutefois été mise en place dans le collège de Lucas, avant les vacances de Noël. Et au retour, le harcèlement a repris. À l'évidence, il faut faire mieux. Et en particulier auprès des élèves LGBTQ+. On est sur le chemin d'une mobilisation générale de l'Éducation nationale pour faire reculer le harcèlement, mais on a encore des drames.

C'est un métier qui souffre d'un déficit d'attractivité. Une des facettes, c'est la revalorisation salariale. La semaine prochaine, nous concluons les négociations avec les organisations syndicales. Cette revalorisation a deux volets : pour tous (enseignants, personnels administratifs, de direction de santé). Et, deuxième volet, facultatif pour ceux qui veulent accomplir de nouvelles missions : une prime supplémentaire. Le tout pourra représenter jusqu'à 20% d'augmentation. Ce pacte représentera une prime de 3650

euros, soit 10% de salaire. Non seulement, c'est conciliable mais mixité et excellence sont liées. Pour la mixité, il y a plusieurs leviers. Par exemple à Paris, la modification du système d'affectation des lycéens (Affelnet) a permis une hausse significative des boursiers dans certains établissements. D'autres voies permettent d'augmenter l'IPS, le positionnement social de l'établissement, comme la création de filières d'excellence dans les établissements défavorisés. J'ai donc décidé que les sections internationales des collèges et lycées seraient désormais ouvertes exclusivement dans les secteurs défavorisés. Enfin, l'enseignement privé sous contrat doit participer à cet effort : le taux de boursiers y est de 9%, c'est trois fois inférieur aux établissements publics. Il y a encore d'autres leviers que je proposerai fin mars dans un grand plan de mixité scolaire. L'idée consiste à systématiser et faire d'une politique nationale ce qui est expérimenté au plan local. Nous avons en effet un problème de niveau dans les disciplines fondamentales : français, mathématiques, langue vivante 1 (anglais). Cette dégradation est constatée par plusieurs enquêtes internationales (Pisa, Teams, Pearls) mais aussi par nos indicateurs nationaux. L'Inspection générale estime que dans le primaire, on ne met plus assez l'accent sur les travaux d'écriture en cours moyen, les élèves ne consacrent que 7 % de leur temps aux dictées et aux rédactions. Remplir des phrases à trous ne suffit pas. Je ne suis pas conservateur, mais je considère qu'il faut rétablir ces pratiques d'écriture ainsi que le par cœur : on s'en souvient toute sa

vie. Les inspecteurs insistent pour le primaire sur l'importance du calcul mental, moyen de se représenter les proportions et les nombres. Et pour le cycle 3 (CM2 et 6e), nous créons à la rentrée 2023 une heure obligatoire de consolidation – en maths mais aussi en français – en visant les lacunes des élèves. Mon expérience de terrain me montre que j'ai de bonnes relations humaines avec la communauté éducative. Nous ne sommes pas d'accord sur tout mais les enseignants me considèrent comme un collègue. Je m'adresse souvent à eux par ces mots : « Chers collègues ». Et je ressens profondément cette proximité. Si vous en doutez, suivez-moi dans un déplacement de terrain.



*Pour le ministre de l'Éducation nationale,
Pap Ndiaye,*

■